

Pour une histoire environnementale de la Russie

Étienne FORESTIER-PEYRAT

À l’occasion de la parution d’un ouvrage sur l’histoire environnementale de la Russie, Etienne Forestier-Peyrat étudie le lien entre politique et environnement dans l’histoire russe et soviétique, depuis les campagnes d’expansion territoriale tsaristes jusqu’à l’édification actuelle et très controversée du village olympique de Sotchi.

Recensé : Paul Josephson, Nicolai Dronin, Ruben Mnatsakanian, Aleh Cherp, Dmitry Efremenko et Vladislav Larin, *An Environmental History of Russia*, Cambridge-New York, CUP, 2013, 347 p.

An Environmental History of Russia se présente comme une réponse à l’absence d’histoire synthétique de l’environnement en Russie et en Union soviétique. L’introduction de l’ouvrage promet une relecture de la modernité soviétique à l’aune de la question environnementale, affichant la volonté de dresser un tableau aussi large que possible des acteurs, institutions et idéologies en jeu. Cela explique la diversité apparente des thématiques traitées, de la gestion des forêts à l’exploitation des ressources halieutiques, en passant par la pollution industrielle ou les parcs naturels.

Dépassant le clivage de la révolution russe, les auteurs mettent en avant des continuités dans le rapport de la société tsariste puis soviétique à la nature. Ils soulignent le lien entre science, technique et politique dans ce rapport et dans les formes de transformation de l’environnement. Ce postulat, désormais classique, explique la thèse centrale de l’ouvrage, selon laquelle l’absence de débat public sur l’environnement en URSS expliquerait les difficultés écologiques dont l’ampleur est révélée au monde lors de la Perestrojka.

Il n’est pas sûr que le livre réponde à ces objectifs ambitieux. L’histoire environnementale exposée se réduit plus d’une fois à un chapelet d’exemples qui, individuellement pertinents, ne sont pas mis au service d’une argumentation claire. La dégradation environnementale de l’Union soviétique, qui culmine narrativement avec la catastrophe de Chernobyl en 1986, apparaît comme une fatalité tandis que l’interaction et les motivations des acteurs restent floues. Aussi, les nombreux éléments factuels, dont le rassemblement dans un même ouvrage est commode pour le lecteur non spécialiste, ne doivent pas masquer les faiblesses méthodologiques de l’ouvrage.

Nature impériale et nature soviétique

Les conséquences écologiques de l’expansion tsariste en Eurasie à partir du XVI^e siècle ont fait l’objet de plusieurs études, qui ont mis en relief la transformation des

écosystèmes par la circulation de pratiques agricoles et les migrations¹. Colonisation, contrôle de l'environnement et pouvoir politique vont de pair, comme le montre le poids des monastères et des communautés cosaques. La fondation de Saint-Pétersbourg sur les marécages de la Neva, en 1703, apparaît autant comme une victoire sur la nature que contre la Suède.

Comme le soulignent les auteurs du livre, certains aspects relatifs à cette expansion territoriale et aux logiques de front pionnier font l'objet, dès le XVIII^e siècle, de discussions dans le cadre de sociétés savantes provinciales. À Saint-Pétersbourg, la Société libre d'économie fondée en 1765 discute épuisement des sols et gestion des forêts. Les débats publics sur les questions environnementales demeurent cependant limités jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle. Les années 1890 constituent vraisemblablement un tournant, avec la grande sécheresse de 1891-1892, d'une part, qui alimente la réflexion sur le changement climatique et l'appauvrissement des sols², et d'autre part le développement de débats sur la diminution rapide du manteau forestier en Russie européenne (la perte est estimée à 9 millions d'hectares entre 1888 et 1918, malgré la mise en place d'une législation protectrice). Des expéditions en Sibérie ou dans les mers russes au début du XX^e siècle soulèvent enfin des questions sur l'étendue des ressources halieutiques du pays. Ces débats demeurent cependant confinés à des cercles d'experts et la période tsariste ne voit pas de grands projets de transformation de la nature, à l'exception notable du réseau de chemins de fer, en rapide expansion à partir de la fin du XIX^e siècle.

Les premières années du régime soviétique se caractérisent par une victoire apparente des tenants d'une conservation de la nature, avec la création de réserves naturelles dont le nombre passe de 24 en 1925 à 61 en 1929, pour une surface de 3,9 millions d'hectares³. Sous la houlette du Commissariat à l'éducation, ces réserves participent à une mobilisation de la population autour d'une image magnifiée de la nature, incarnée par la Société pansrusse de protection de la nature (1924). La période voit cependant des débats importants sur la relation entre idéologie communiste et environnement, en raison de la rareté des textes du canon marxiste sur le sujet et des impératifs de développement du nouveau régime. Une tension de plus en plus claire apparaît entre les spécialistes issus de l'époque tsariste, qui défendent le conservationnisme, et une génération plus jeune d'experts, qui prennent position pour le droit à l'exploitation des ressources naturelles du pays au service de la construction communiste.

Cette ligne industrialiste prend l'ascendant avec le Grand Tournant stalinien de 1929-1930. Le canal Don-Volga, la centrale hydroélectrique de Dneprostroj et le chemin de fer Turkestan-Sibérie figurent parmi les premières grandes réalisations du régime, largement reprises par la propagande officielle. La création d'usines et de mines débouche sur la fondation de villes nouvelles, à l'instar de Magnitogorsk, au cœur des monts Oural. L'industrialisation à marche forcée entraîne une augmentation rapide de la pollution de l'air et de l'eau, comme en mer d'Azov, où les rejets des aciéries menacent dès les années 1930 la faune maritime. Ce bouleversement politique et économique est donc, dans le même temps, un bouleversement écologique. Le lien entre politique et environnement se lit de manière

¹ David Moon, *The Plough that Broke the Steppes. Agriculture and Environment on Russia's Grasslands, 1700-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2013 ; Willard Sunderland, *Taming the Wild Field: Colonization and Empire on the Russian Steppe*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2004.

² Cette sécheresse s'inscrit dans un contexte eurasiatique dont les conséquences sont évoquées par Mike Davis, dans son ouvrage *Late Victorian Holocausts : El Niño Famines and the Making of the Third World*, Londres, Verso, 2000.

³ Les travaux classiques sur le sujet sont ceux de Douglas R. Weiner, *Models of Nature. Ecology, Conservation and Cultural Revolution in Soviet Russia*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1988.

nette dans le recours massif à la coercition pour transformer la nature soviétique. Aux côtés de la répression contre les paysans, la coupe de bois et l'exploitation de ressources minières occupent plusieurs centaines de milliers de prisonniers en Sibérie, comme dans le camp de Kolyma immortalisé par Varlam Shalamov. La Seconde Guerre mondiale, par la redistribution spatiale de la production qu'elle entraîne, tend ensuite à pérenniser certains camps, qui deviennent de véritables cités arctiques.

L'environnement soviétique entre dégel et stagnation

Le stalinisme tardif voit l'élaboration de projets utopiques, dont le célèbre Plan Staline pour la transformation de la nature lancé en octobre 1948. Prévoyant le remodelage du réseau hydraulique du pays et la plantation de ceintures forestières continentales, il est étroitement lié au culte de la personnalité et à la promotion de personnages scientifiquement douteux, comme Trofim Lysenko⁴. Si ce plan est abandonné peu après la mort de Staline, la période du dégel khrushchevien ne marque pas une rupture claire en ce qui concerne les politiques environnementales. Le volontarisme demeure de rigueur avec la campagne des Terres Vierges, qui voit l'ensemencement de 40 millions d'hectares supplémentaires en 1954-1957 dans des steppes peu favorables à la culture des céréales, en particulier au Kazakhstan. L'insistance de Khrushchev sur le productivisme et le rattrapage économique de l'Ouest intensifie l'exploitation de certaines ressources. Les forêts d'Ukraine, de Géorgie et de l'Altai sont ainsi frappées par un abattage massif dans les années 1950-1960. Sur la Volga, c'est en 1957 qu'est achevée la station hydroélectrique de Kujbyshev, la plus importante du monde à l'époque en terme de production électrique. Il faut attendre le début des années 1960 pour que les grands projets se raréfient, plus en raison de leur coût et de leur durée que pour des considérations écologiques.

Les auteurs rappellent à raison que la chute de Khrushchev en octobre 1964 s'explique partiellement par son aventurisme en matière environnementale et la conjoncture défavorable des récoltes à partir de 1960, qui rend l'URSS dépendante des importations de céréales étrangères. L'évocation publique de questions environnementales demeure cependant cantonnée à des forums et organes de presse contrôlés par le Parti. Les rapports produits à partir de 1967 par l'autorité météorologique soviétique sur différentes formes de pollution demeurent confidentiels. Si l'inefficacité énergétique de l'économie soviétique commence à être évoquée dans les cercles scientifiques et technocratiques, les mesures nécessaires pour inverser la tendance, à commencer par la fin de la gratuité pour un certain nombre de prestations, constitueraient un reniement du pacte social sur lequel se construit le régime. La prospérité promise par Brejnev à la population soviétique repose donc sur une exploitation intensive de l'environnement du pays. Matières premières et hydrocarbures fournissent les devises nécessaires aux importations, tandis que les programmes militaires se traduisent par la contamination nucléaire, chimique et biologique de régions entières. Dans les campagnes, le recours aux pesticides est démultiplié avec le lancement d'un vaste plan alimentaire en 1982.

La dernière période dégagée par les auteurs de l'ouvrage correspond à la Perestrojka. La société civile s'approprie les questions environnementales, qui se trouvent fréquemment intégrées à des revendications socio-politiques plus larges. Le cas des « éconationalismes » baltes est particulièrement connu. La mobilisation des Lettons contre le projet de barrage sur la Daugava en 1987 en constitue un des exemples les plus marquants. En Ukraine et Biélorussie, la catastrophe de Chernobyl révèle les failles du régime et alimente des

⁴ Ces questions ont fait l'objet d'un traitement récent dans l'ouvrage de Stephen Brain sur la question forestière, *Song of the Forest. Russian Forestry and Stalinist Environmentalism, 1905-1953*, Pittsburgh, University of Pittsburgh, 2011.

revendications plus proprement politiques. Les autorités ne restent cependant pas en marge de ces évolutions. En Asie centrale, des usines polluantes se voient imposer des amendes, tandis que la municipalité de Kazan, au Tatarstan, fait bloc avec les écologistes locaux pour refuser l'implantation d'une usine biochimique en 1988. Le pouvoir central crée pour sa part un véritable organisme en charge de la protection de la nature et décide en 1987 d'introduire des études d'impact environnemental. L'effondrement de l'Union soviétique empêche néanmoins d'évaluer les conséquences qu'auraient eu, à terme, ces nouvelles pratiques.

Des questions en suspens

Malgré sa richesse factuelle, l'ouvrage laisse souvent le lecteur sur sa faim en ce qui concerne l'interprétation des événements. Le lien entre politique et environnement demeure en définitive peu explicite. La manière dont le pouvoir politique se sert d'une vision de la nature et de projets concrets pour mobiliser la population reste floue. L'imaginaire populaire construit dans l'entre-deux-guerres autour de la conquête de l'Arctique et la mobilisation brejnevienne de la jeunesse autour de la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour (BAM) auraient pu être mieux exploités. La faiblesse du débat public sur l'environnement ne doit pas faire oublier l'existence de tractations discrètes au sein de l'appareil d'État et du Parti. L'ouvrage mentionne les mesures précoces prises par l'Estonie pour protéger son patrimoine naturel, avec l'adoption d'une loi dès 1957, trois ans avant la Russie. Si les autorités baltes tolèrent un mouvement environnementaliste, c'est que celui-ci révèle quelque chose sur les relations entre les républiques et le pouvoir central. À Moscou même, des débats feutrés ont lieu au début des années 1970 sur la création d'un ministère de l'Environnement, sur fond de conflit entre institutions et de prolifération d'organismes d'expertise⁵.

Les auteurs ne remplissent pas non plus vraiment leur engagement de tracer une histoire environnementale par le bas (*bottom-up*), donnant un aperçu de la diversité des acteurs locaux. Le rôle de la paysannerie dans l'histoire environnementale de la région n'est en réalité que peu traité. On regrette ainsi que la révolution et la guerre civile soient absentes de l'ouvrage, alors que des études portant sur d'autres processus révolutionnaires ont montré que les bouleversements politiques s'accompagnaient fréquemment d'une recomposition du rapport à la nature⁶. Les études de cas concernant certains mouvements écologistes majeurs n'apportent que peu d'informations nouvelles. Les trois décennies de controverses sur l'état du lac Baïkal, ouvertes en 1961 par des discussions sur la pollution entraînée par un combinat de papier, mériteraient un traitement plus approfondi. Un tel exemple permettrait de traiter les formes d'accommodement entre le régime et les mouvements écologistes, ainsi que les divergences avec les mobilisations environnementales dans les pays occidentaux.

Une telle remarque amène à considérer le troisième manque de l'ouvrage, qui réside dans sa faible prise en compte des éventuelles influences transnationales dans le domaine. Les auteurs reconnaissent dès l'introduction avoir réduit au minimum la dimension comparatiste de leur ouvrage. Ils soulignent aussi que l'expertise russe puis soviétique s'est souvent construite en marge des débats européens ou nord-américains. Il aurait cependant fallu tester de telles hypothèses. Le lecteur doit se contenter de quelques informations sur l'influence des théories forestières allemandes au XIX^e siècle, sur le rôle de la Tchécoslovaquie comme passeuse d'idées écologistes en 1967-1968 ou sur l'écho de la conférence de Stockholm de

⁵ Sur l'expertise environnementale et ses enjeux en Union soviétique, voir l'article de Marie-Hélène Mandrillon, « L'expertise d'État, creuset de l'environnement en URSS », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/1, No. 113, pp. 107-116.

⁶ Des historiens tels que Jonathan Sperber ont souligné l'importance des questions forestières dans les révolutions de 1848.

1972. On regrette que l'impact du modèle américain dans l'entre-deux-guerres, pourtant mentionné, ne soit pas pris plus au sérieux pour expliquer certaines représentations et politiques soviétiques de la nature. De même, la référence au contexte de Guerre froide explique vraisemblablement plus de choses que ne le laissent entendre les auteurs⁷.

Retour aux sources

Le faible traitement apporté à des questions aussi importantes s'explique en réalité par des problèmes plus profonds dans la conception de l'ouvrage. L'histoire environnementale qui y est développée apparaît comme extrêmement positiviste, sans réelle prise en compte des réflexions théoriques et méthodologiques développées dans le domaine au cours des dernières années. Elle tourne en fait à une chronique de la pollution environnementale soviétique. Des aspects désormais classiques de l'histoire environnementale, tels que la construction idéologique et culturelle du concept de nature, de ressources ou d'environnement, ne sont presque pas étudiés. L'articulation entre sciences, techniques et environnement reste elle aussi à un niveau embryonnaire. Les auteurs semblent également ignorer certaines pistes actuelles de recherche, notamment sur la gestion des risques environnementaux⁸. De même, des incursions sur le terrain des parcs urbains ou des zoos soviétiques n'auraient-ils pas fourni d'utiles contrepoints ? La concentration sur le thème de la pollution pousse l'ouvrage vers un déterminisme gênant, comme lorsqu'on est prié de croire que « les planificateurs et fonctionnaires soviétiques n'ont jamais appris de l'expérience » (p. 234). Ce type d'assertions générales, non étayées, revient à de nombreuses occurrences.

Au-delà de cette conception assez conservatrice de l'histoire environnementale, c'est bien la nature des sources employées par les auteurs qui pose problème. La place disproportionnée accordée à la presse soviétique de l'époque et à des articles anglo-saxons contemporains, qui ne semble pas s'accompagner d'une véritable critique des sources, constitue une limitation flagrante⁹. Celles-ci sont pourtant indispensables à une compréhension des processus de prise de décision et à l'analyse des tensions existant dans le champ environnemental, a fortiori dans un État comme l'Union soviétique. Si l'ouverture des archives post-soviétiques reste parfois problématique et n'est pas assurée pour les années les plus récentes, leur grande diversité aurait permis des études de cas dépassant la surface des événements. L'usage des témoignages d'époque et de sources imprimées est également maigre et on a parfois l'impression que la citation de décrets et de lois représente l'horizon indépassable du livre. Dès lors, sans vouloir contester la compétence des auteurs de l'ouvrage, on peut s'interroger sur la légitimité d'une telle synthèse d'histoire environnementale, alors que le travail patient et précis sur les sources de cette histoire reste à faire.

Publié dans La Vie des Idées, le 4 février 2014.

© laviedesidees.fr

⁷ Sur l'articulation entre Guerre froide et environnement, voir par exemple J.R. McNeill, Corinna R. Unger, *Environmental Histories of the Cold War*, New York-Washington, Cambridge University Press-German Historical Institute, 2010.

⁸ On peut renvoyer dans ce domaine aux travaux des historiens Marc Elie et Laurent Coumel, ainsi qu'au séminaire « Environnement à l'Est : Identités & Territoires », <http://hemc.wahost.org/>.

⁹ On ne trouve qu'une référence directe à des fonds d'archives, régionaux, à la page 102, à propos de l'économie du goulag.